

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE
DE L'ECONOMIE

**DIRECTION DE LA CONJONCTURE
ET DE LA PREVISION ECONOMIQUES**

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
Union-Discipline-Travail



**EVOLUTION DE LA CONJONCTURE
ECONOMIQUE ET FINANCIERE
A FIN DECEMBRE 2009**

SYNTHESE : EVOLUTION DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE A FIN DECEMBRE 2009

L'économie mondiale a évolué en 2009, dans un environnement globalement défavorable marqué par la contraction de l'activité de 0,8% et le repli du commerce international de 12,3%. La crise financière internationale s'est muée en une récession économique, induisant une baisse généralisée des cours des matières premières, après les hausses enregistrées en 2008, notamment celui du baril de pétrole brut qui s'est replié de 36,1% en 2009. Toutefois, grâce à la mise en œuvre de plans de relance concertés dans les pays avancés et émergents au deuxième trimestre, la reprise s'est enclenchée et le commerce mondial s'est redressé sur le dernier trimestre de l'année 2009. Dans ce sillage, le taux de croissance mondiale du PIB ressortirait à +3,9% en 2010, portée à la fois par les pays avancés, les pays émergents (en particulier la Chine : +9,5%) et les pays en développement.

L'activité économique intérieure en 2009, a tiré avantage des événements positifs enregistrés dans le contexte sociopolitique et du plein rétablissement des relations financières avec les partenaires multilatéraux et bilatéraux.

Le secteur traditionnel agricole enregistre une croissance en volume de 14,9% à fin décembre 2009, grâce aux conditions climatiques favorables et aux actions du Gouvernement en faveur de la filière coton. A l'exception de l'ananas (-21,3%) et de la banane (-2,8%) en baisse, les autres spéculations affichent de bonnes performances : cacao (1 304 494 tonnes : +14,7%), caoutchouc (202 094 tonnes : +4,1%), sucre (168 414 tonnes : +8,8%), coton (140 611 tonnes ; +11,9%), anacarde (340 318 tonnes : +9%) et palmier à huile (339 465 tonnes : +2,3% à fin octobre 2009). La production de café rebondit après la chute exceptionnelle de 2008, passant de 67 610 tonnes à 144 716 tonnes en 2009.

Le secteur minier affiche une hausse de 13,7% en volume (-1,6% en 2008) qui résulte du dynamisme des extractions pétrolière (+12,2% avec 18 542 426 barils) et aurifère (7 054,9 kilogrammes contre 2 883,1 kilogrammes en 2008), suite aux travaux effectués sur certains champs pétroliers et à la mise en exploitation de nouveaux gisements d'or. Au niveau du gaz, la baisse de la production constatée depuis le début de l'année (-9,9% à fin juin) s'atténue, et ressort à -0,4% (54 423 649 MMBTU).

Dans le secteur secondaire, à fin décembre 2009, l'activité industrielle connaît une hausse de 4,8% après la stabilisation de 0,1% de 2008. Ce résultat provient des branches « Pétrole et mines (+11,4%), « Agroalimentaire » (+17,8%) et "Energie électrique, eau" (+2,1%). Le regain de l'agroalimentaire est imputable à la reprise de la distribution dans les zones CNO et à l'accroissement des exportations de conserves alimentaires. Ces performances sont toutefois atténuées par le repli des branches "Textile et chaussures" (-3,9%), "Chimie" (-2,9%), "Industries diverses" (-6,3%) et des Bâtiments et Travaux Publics (BTP) (-7,8%). Hors extraction, la production industrielle croît de 3,0%, attestant la reprise des industries manufacturières (+3,4%)

Le secteur des énergies commerciales enregistre une évolution contrastée de ses composantes. **La production électrique** augmente de 2,3% tirée par l'hydroélectricité (+12,4%), tandis que l'offre d'électricité de source thermique se replie (-2,8%), en liaison avec la baisse de la production de gaz et la politique volontariste visant à réduire la facture

du gaz. La consommation nationale affiche une progression de 4,7% sous l'effet de la basse tension (+7,1%) et de la haute et moyenne tension (+1,8%). Du côté **des produits pétroliers**, la production se contracte de 8,8%, en raison des difficultés de financement de la SIR. La consommation nationale et les exportations s'affichent en hausse de 7,5% et 4,3% respectivement, grâce à la vigueur des achats de produits finis importés et à un déstockage important (97 532 tonnes).

Les activités du secteur tertiaire restent bien orientées, bénéficiant de la nette amélioration du climat des affaires, du dynamisme des secteurs primaire et secondaire et du rebond de la demande intérieure. Les **transports maritime et aérien** enregistrent respectivement une hausse du trafic global de marchandises de 7,2% et une progression de 1,8% du segment voyageur. L'activité commerciale, mesurée par l'indice du **chiffre d'affaires**, augmente modérément de 1% du fait principalement de la contraction du chiffre d'affaires des ventes de produits pétroliers (-10,7%), suite au réajustement à la baisse des prix du carburant à la pompe. L'indice du chiffre d'affaires hors produits pétroliers s'accroît de 12%, en rapport avec la reprise de la distribution dans les zones CNO.

Les **prix à la consommation** ont évolué suivant une tendance baissière qui s'explique par un meilleur approvisionnement des marchés en produits vivriers au second semestre 2009 et par le repli des cours des matières premières, notamment le pétrole brut et sa diffusion sur le coût du fret. **En moyenne annuelle**, le taux d'inflation se situe à 1% à fin décembre 2009, contre un taux de 6,3% à fin décembre 2008. Ce ralentissement concerne toutes les fonctions. L'inflation sous-jacente, c'est-à-dire hors alimentation, ressort à -0,2% après +3,6% enregistré en 2008. **En glissement annuel**, le taux d'inflation baisse de 1,6%.

Au niveau de l'emploi, les données de la CNPS¹ au terme de l'année 2009, font état par rapport à 2008, d'une hausse nette des travailleurs du secteur privé, de 1 783 salariés (+0,4%) pour un effectif de 485 478 salariés. Cette faible progression, après les hausses successives des années 2008 et 2007 (+18 879 et +34 978 respectivement), s'explique par l'impact de la crise économique internationale sur les secteurs destinés à l'exportation (bois notamment). Au niveau du secteur public et parapublic, l'effectif des salariés pris en compte par la Direction de la Solde² atteint 147 711 agents, en hausse de 7 001 agents (+5%) par rapport à 2008.

A fin 2009, les **échanges extérieurs** sont marqués par un accroissement en valeur des exportations de 10,2% et un fléchissement de 7% pour les importations. L'augmentation en valeur des exportations provient de la progression des prix de réalisation à l'export des conserves et préparations alimentaires (+5,6%) et des produits agricoles (+14,2%), tirés par le cacao fève (+32,3%). Elle s'explique aussi par le rebond des quantités exportées, en liaison avec la bonne tenue de l'agriculture industrielle d'exportation et l'accroissement de la demande extérieure de produits transformés. La contraction des importations en valeur est attribuable au repli des prix à l'import (-12,2%), suite à la récession économique mondiale et au recul du fret. Les quantités importées enregistrent par contre une hausse, tirée notamment par le riz (+46,2%), le blé (+84,2%), les machines mécaniques (+32,5%), les machines électriques (+48,3%) et le matériel de transport routier (+13,5%). Le solde commercial s'établit à 1 566,9 milliards, en hausse de 79,6% par rapport à 2008. Le taux

¹ Caisse nationale de Prévoyance Sociale

² Les agents des Etablissements Publics Nationaux qui n'émergent pas à la Direction de la Solde n'ont pu être appréhendés.

de couverture se situe à 148% (contre 125% en 2008) et les termes de l'échange s'améliorent de 12,6% contre 7,1% en 2008.

La situation **des finances publiques** à fin décembre 2009 reste marquée par les difficultés rencontrées par la Direction Générale des Douanes, qui ont entraîné la régulation des dépenses budgétaires malgré la bonne tenue des recouvrements de la Direction Générale des Impôts. Par conséquent, il ressort un déficit budgétaire hors dons de 162,5 milliards. Pour financer ce déficit, l'Etat a eu recours à des émissions de titres sur les marchés monétaire et financier de l'UEMOA et a bénéficié de la contrepartie en monnaie locale, de son allocation générale de DTS pour un montant de 172,2 milliards.

Sur le **plan monétaire**, il est noté à fin décembre 2009 par rapport à l'année 2008, une consolidation des avoirs extérieurs nets de 14,6% (+148,7 milliards) et un redressement du crédit intérieur net de 47,3% (+994,1 milliards), imputable à la fois à la hausse de l'endettement net du Gouvernement de 55,2% (+220,8 milliards) et de celle des crédits à l'économie de 45,4% (773,4 milliards). Il en résulte un accroissement de la masse monétaire de 17,6% (+527,2 milliards).

Au total, à fin décembre 2009, les principaux indicateurs font état d'une évolution globalement favorable de l'ensemble des secteurs d'activité. Le secteur extérieur affiche aussi une embellie. Dans ces conditions, le taux de croissance du PIB devrait se situer autour de 3,7% en 2009, après +2,3% réalisé en 2008. Ce taux serait pour la première fois, supérieur au croît démographique de 3,3%.

Malgré ces résultats, l'agriculture reste confrontée à des difficultés, en raison de la menace des foyers endémiques sur les récoltes de cacao (compte tenu de son poids dans le PIB) et de la baisse continue de la production d'ananas et de banane. Par ailleurs, le secteur secondaire subit le recul de production de la SIR liée au manque de financement pour son approvisionnement en pétrole brut.

EVOLUTION DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE A FIN DECEMBRE 2009

I. LA CONJONCTURE INTERNATIONALE

L'économie mondiale a évolué en 2009, dans un environnement globalement défavorable marqué par la contraction de l'activité de 0,8% et le repli du commerce international de 12,3%. La crise financière internationale s'est muée en une récession économique, induisant une baisse généralisée des cours des matières premières, après les hausses enregistrées en 2008, notamment celui du baril de pétrole brut qui s'est replié de 36,1% en 2009.

Toutefois, depuis le deuxième trimestre 2009, une reprise de l'activité est amorcée, grâce à la mise en œuvre à partir du mois de mars 2009, de plans de relance concertés dans les pays avancés et émergents. Ainsi, au second semestre 2009, les marchés financiers ont enregistré un redressement et l'activité a rebondi, en liaison principalement avec le dynamisme des pays émergents d'Asie, notamment la Chine et l'Inde dont la croissance du PIB en 2009, atteint 8,7% et 5,6% respectivement. Dans ce sillage, il est noté un redressement du commerce mondial, un relèvement des cours des matières premières, tirés par la demande mondiale et une atténuation des conditions de prêts.

En 2010, une croissance de 3,9% de la production mondiale est attendue, portée à la fois par les pays avancés, les pays émergents (en particulier la Chine : +9,5%) et les pays en développement. Toutefois, les difficultés d'accès des ménages et des petites et moyennes entreprises aux crédits pourraient persister.

II. LA CONJONCTURE NATIONALE

L'activité économique intérieure est demeurée bien orientée en 2009, soutenue par l'ensemble des secteurs d'activité.

1. La production agricole

L'année 2009 enregistre une évolution globalement favorable du secteur agricole, grâce aux bonnes conditions climatiques et aux actions mises en œuvre par le Gouvernement pour accroître la production. Excepté les productions de banane et d'ananas qui se contractent, les autres spéculations enregistrent de bonnes performances par rapport à 2008, portant le taux de progression globale en volume de l'agriculture d'exportation à 13,9% à fin décembre 2009 après la baisse de 13,2% observée en 2008.

La production annuelle de cacao augmente de 14,7% pour s'établir à 1 304 494 tonnes, après s'être repliée de 12,8% en 2008. Ce rebond s'explique d'une part, par l'effet de rattrapage des achats aux producteurs consécutifs au démarrage tardif de la campagne 2008/2009 et d'autre part, par le bon niveau des prix d'achat aux producteurs du début de campagne 2009/2010. Il se justifie par ailleurs, par la réduction de la fiscalité et de la parafiscalité annoncée avant l'ouverture de la campagne en cours. Cependant, il est à noter que la filière subit les ravages causés par les foyers endémiques à savoir le swollen shoot et la pourriture brune, à la base du recul de 11,5% accusé au terme de la campagne 2008/2009. Des actions sont en cours pour l'éradication de ces foyers endémiques.

Après la chute exceptionnelle de 2008 liée aux conditions climatiques défavorables, la production annuelle de café renoue avec son niveau habituel. Ainsi, à fin 2009, les réalisations

atteignent 144 716 tonnes contre 67 610 tonnes enregistrées en 2008. Cette évolution satisfaisante provient des bonnes conditions climatiques et de l'entretien des vergers.

La production d'anacarde enregistre une hausse de 9% et s'établit à 340 318 tonnes, en liaison avec l'amélioration du rendement à l'hectare des plantations ayant atteint leur maturité (environ 7 ans) et l'extension des surfaces en production. La culture de coton, grâce à la subvention de l'Etat aux producteurs, enregistre de bonnes performances. La production augmente de 11,9% pour un niveau de 140 611 tonnes.

La production du caoutchouc augmente de 4,1% et s'affiche à 202 094 tonnes, en raison de l'extension des surfaces cultivées du fait de la bonne tenue des cours pendant ces dernières années.

Concernant le sucre à fin décembre 2009 et le palmier à huile à fin octobre 2009, leur production s'établit à 168 414 tonnes pour le premier et à 339 465 tonnes pour le deuxième, en accroissement de 8,8% et 2,3% respectivement. Ces évolutions sont attribuables aux investissements réalisés, à l'entretien des surfaces cultivées et à l'amélioration des pratiques culturales.

A l'inverse des spéculations ci-dessus citées, les productions d'ananas et de banane continuent de baisser. Avec 77 776 tonnes réalisées, la production d'ananas chute de 21,3%. Celle de la banane enregistre un retrait de 2,8% pour s'établir à 285 602 tonnes. En effet, la filière ananas-banane est confrontée à d'énormes problèmes liés au manque d'investissements et à la mévente des produits sur le marché international, du fait de la forte concurrence des pays latino-américains. En outre, l'arrêt des appuis de l'Union Européenne destinés aux investissements en rapport avec la libéralisation de son marché, explique les difficultés rencontrées par la filière.

2. La production minière

Le secteur minier affiche un dynamisme impulsé par les extractions pétrolière et aurifère quand le gaz naturel enregistre depuis le début d'année une baisse de sa production.

L'extraction pétrolière s'est maintenue en hausse tout au long de l'année 2009, grâce au regain d'activité sur les permis CI-11 et CI-40, favorisé par la résolution des problèmes techniques rencontrés sur ces champs en 2008. L'amélioration de la capacité d'extraction de ces champs a permis à la production annuelle de se situer à 18 542 426 barils (2 540 312 tonnes) et d'enregistrer une hausse de 12,2% par rapport aux réalisations de 2008.

Le secteur aurifère poursuit son dynamisme grâce à la mise en exploitation de nouveaux gisements. Ainsi, la production annuelle a presque triplé en 2009 pour s'établir à 7 054,9 kilogrammes, après 2 883,1 kilogrammes réalisées en 2008.

Enfin, la production de gaz ressort à 54 423 649 MMBTU, en légère baisse de 0,4% en glissement annuel. Cette évolution est imputable au recul de la production des champs CI-11, CI-26 et CI-27, atténué toutefois par le rebond de la production du champ CI-40 suite aux investissements réalisés.

Au total, le taux de croissance en volume du secteur se situe à 13,7% après avoir enregistré en 2008 une baisse de 1,6%, sous l'impulsion du pétrole et de l'or.

3. La production industrielle

Après avoir connu une stabilisation en 2008 (+0,1%), l'activité industrielle affiche au terme de l'année 2009, une hausse de sa production de 4,8%. Cette évolution provient des performances des branches : "Extraction de pétrole et mines" (+11,4%), "Industries agroalimentaires" (+17,8%) et "Energie électrique, eau" (+2,1%).

La branche "Extraction de pétrole et mines" bénéficie de l'explosion de la production aurifère et du rebond de l'extraction pétrolière, quant l'Agro-alimentaires profite à la fois de la vigueur des exportations et du rattrapage de la consommation intérieure, en rapport avec la reprise de la distribution dans les zones CNO.

L'activité de la branche "Energie électrique et eau" s'accroît à la faveur de l'augmentation de la capacité de production de certains forages d'eau potable d'Abidjan et de l'intérieur du pays. La bonne tenue de cette branche est également attribuable à la hausse de l'offre nationale d'électricité (+2,3%).

Cependant, ces performances sont atténuées par le repli des branches "Textile et chaussures" (-3,9%), "Chimie" (-2,9%), "Industries diverses" (-6,3%) et des Bâtiments et Travaux Publics (BTP) (-7,8%).

Le recul d'activité de la branche "Textile et chaussures" est imputable à la baisse de la demande nationale et sous-régionale en pagnes wax liée à la concurrence déloyale des importations frauduleuses de ces produits en provenance d'Asie. En outre, le développement du commerce des articles d'habillement et chaussants de seconde main et les difficultés de financement du secteur depuis le déclenchement de la crise, expliquent cette évolution.

La production de la branche "Chimie" se contracte sous l'effet de la baisse de la production de produits pétroliers par la SIR et du fait de sa composante "produits chimiques" (-18,5%) qui subit le repli des exportations sous-régionales de savon (-24%) et d'engrais (-61,9%).

Les BTP se maintiennent en baisse en dépit du rattrapage observé sur les deux derniers mois de l'année (Variation moyenne en glissement : +26,8%). Cette contraction d'activité se ressent dans la branche "Matériaux de construction", (-6,1%).

Du côté des "Industries diverses", le repli de l'activité provient des produits de l'imprimerie et des articles en papier qui font face à la concurrence des importations de papiers et cartons, en hausse de 27,1% à fin décembre 2009.

Hors extraction, la production industrielle progresse de 3% (contre 2% en 2008) confirmant le regain de l'activité manufacturière¹ (+3,4% après 1,5% réalisé en 2008).

4. La production et la consommation d'énergies commerciales

L'année 2009 s'achève sur une évolution contrastée des composantes du secteur des énergies commerciales. Dans le sillage de la croissance économique nationale, la production d'électricité progresse tandis que l'offre de produits pétroliers connaît une certaine morosité, en raison des contraintes financières de la SIR.

Avec un niveau de 5 761 GWH, **la production nationale d'électricité** augmente de 2,3% par rapport à 2008, sous l'impulsion de la production hydroélectrique (+12,4%) tandis que l'offre d'électricité de source thermique (-2,8%) continue de se replier en rapport avec la baisse de la

¹ Le secteur manufacturier exclut les branches suivantes : "Extraction de pétrole et mines", "Energie électrique et eau potable".

production de gaz et la politique volontariste visant à réduire la facture du gaz. Cette évolution de l'hydroélectricité bénéficie de la bonne disponibilité en eau des barrages de BUYO et de TAABO favorisée par les apports pluviométriques.

Représentant 89% des ventes totales (4 385 GWH), la consommation nationale s'affiche à 3 876 GWH et s'accroît de 4,7% par rapport à 2008. Cette évolution est tirée principalement par la basse tension (+7,1%) qui profite à la fois du programme d'électrification rurale et des avancées enregistrées dans le processus de réunification du pays. Elle est également amenée par la haute et moyenne tension (+1,8%), reflétant la hausse des activités manufacturières.

La progression plus importante de la consommation nationale (+172 GWH) par rapport à celle de la production (+128 GWH) porte en conséquence, les exportations à 484 GWH, en repli de 18,8% par rapport à 2008.

Il convient de noter que la production d'électricité est soumise à des contraintes d'offre dues à l'insuffisance des investissements. La Côte d'Ivoire accuse un déficit sécuritaire électrique de 300 MW et fait face à un important déficit de production consécutif à la panne survenue sur le groupe N°2 de la centrale d'Azito, depuis le 22 décembre 2009. De ce fait, les consommateurs devraient subir un délestage les mois à venir, en attendant la réalisation des investissements nécessaires. Par ailleurs, d'importantes pertes sur les réseaux sont enregistrées pendant la distribution, en raison de la vétusté des installations et des fraudes à la consommation.

S'agissant **des produits pétroliers**, l'activité de la SIR, bien amorcée en 2009 (+22,4% en janvier), à la faveur de la chute des cours du pétrole brut, a connu une évolution erratique au cours de l'année. Depuis septembre, la production se replie, en raison des difficultés de financement pour l'approvisionnement de la SIR en pétrole brut. Ces difficultés découlent de deux faits majeurs. D'une part, elles s'expliquent par la réduction de la marge de raffinerie liée à l'abondance de l'offre de produits pétroliers au niveau international, face à une demande mondiale globalement en contraction. D'autre part, les difficultés de la SIR proviennent de la dernière réduction du coefficient correcteur d'ajustement économique "k" (qui passe de 5% à 3%) suite à la mise en œuvre du mécanisme d'ajustement automatique des prix à la pompe, au mois d'avril 2009. Dans ce contexte, les banques refusent de financer l'approvisionnement de la SIR en pétrole brut, doutant de sa capacité à honorer ses engagements antérieurs. Ainsi, les importations annuelles de pétrole brut reculent de 2,4% et la production annuelle de produits pétroliers s'établit à 2 973 340 tonnes, en contraction de 8,8%.

Dans le même temps, avec un niveau de 3 302 674 tonnes contre 3 136 670 tonnes en 2008 (+5,3%), les ventes totales de produits pétroliers restent soutenues, grâce à la vigueur des achats des produits finis importés et au déstockage de 97 532 tonnes pour compenser le déficit de production.

La consommation intérieure s'établit à 1 053 824 tonnes, en augmentation de 7,5%. Cette hausse concerne le super (+9,4%), le kérosène (+24%), le DDO² (+4,9%) et les produits pétroliers importés et vendus par la SIR, que sont le butane (+15,9%) et les fonds de bacs cédés à la Société Multinationale de Bitume (SMB) qui se situent à 76 659 tonnes, après 49 425 tonnes en 2008 (+55,1%).

Avec 2 248 850 tonnes correspondant à 76% de la production totale, les exportations s'accroissent de 4,3%, en rapport avec la reprise de la demande sous-régionale suite à la baisse des cours du baril de pétrole brut, après les fortes tensions de 2008.

² Diesel Distilled Oil plus lourd que le gasoil, est utilisé par les boulangeries, les bateaux et certains camions.

5. Les activités tertiaires

Au cours de l'année 2009, le climat des affaires s'est nettement amélioré et les activités du secteur tertiaire ont évolué favorablement, bénéficiant de la bonne tenue du secteur primaire et du secteur secondaire. Dans ce contexte, les trafics maritime et aérien et l'indice du chiffre d'affaire sont ressortis en progression.

Suivant sa tendance haussière observée depuis le début de l'année, **le transport maritime** achève l'année 2009 sur une augmentation du trafic global de marchandises de 7,2%, contre 4,9% en 2008. Cette évolution, soutenue à la fois par les quantités exportées (+8,2%) et importées (+6,2%), profite du dynamisme du secteur primaire, du redressement de l'activité manufacturière et de la reprise de l'activité commerciale (hors produits pétroliers) alimentée en grande partie par les importations. La performance du transport maritime récompense également les actions menées par les autorités portuaires en vue du repositionnement du port d'Abidjan depuis le déclenchement de la crise socio-politique. Les actions entreprises auprès des opérateurs économiques des pays de l'hinterland ont permis d'accroître la fréquentation de ce port et par conséquent, d'augmenter les quantités de marchandises en transit qui s'établissent à 1 609 945 tonnes, en accroissement de 58,4% par rapport au niveau de 2008. Le lancement officiel du projet de ferroutage³ au dernier trimestre 2009 et l'initiation d'un système de "tracking" des camions et marchandises en transit, contribueront à n'en point douter, à la poursuite du développement des activités de la branche maritime.

Au niveau du **transport aérien**, l'intensité de l'activité au mois de décembre porte le segment voyageur en hausse de 1,8% au terme de l'année 2009, après le taux de +0,9% réalisé à fin novembre 2009. Cette progression est toutefois largement en-deçà de celle obtenue en 2008 (+10,3%), en raison de la crise économique mondiale qui a freiné considérablement les mouvements voyageurs. Dans le même temps, le fret aérien se contracte de 19,1% et passe de 12 818 tonnes en 2008 à 10 375 tonnes en 2009, en relation avec la baisse des commandes de marchandises consécutive à la récession mondiale.

L'indice du **chiffre d'affaires du commerce de détail** enregistre en 2009, un net ralentissement de son rythme de progression du fait principalement de la contraction du chiffre d'affaires des ventes de produits pétroliers (-10,7%). Le reflux des ventes de produits pétroliers provient du réajustement à la baisse des prix du carburant à la pompe, suite au repli des cours du baril de pétrole brut. Ainsi, les ventes de détail ne progressent que de 1%, après être ressorties en hausse de 14,5% en 2008.

Par contre, l'indice du chiffre d'affaires hors produits pétroliers s'inscrit en hausse de 12% à fin décembre 2009, en rapport avec l'amélioration de la situation socio-politique et la reprise de la distribution dans les zones CNO.

6. Les prix à la consommation

Après la flambée des prix observée en 2008 consécutive aux crises alimentaire et énergétique, l'année 2009 est marquée par la poursuite de la décélération de l'inflation amorcée au quatrième 2008. Cette évolution provient d'une part, de la baisse des cours du pétrole répercuté

³ Ce projet consiste en la création d'un port sec au Burkina qui servira de plaque tournante aux échanges extérieurs nigériens. Les importations en transit au Port d'Abidjan seront ainsi acheminées par voie ferroviaire jusqu'au port sec de Ouagadougou, d'où les routiers Nigériens se chargeront de leur acheminement par voie routière jusqu'à la destination finale. Les exportations suivront le trajet inverse.

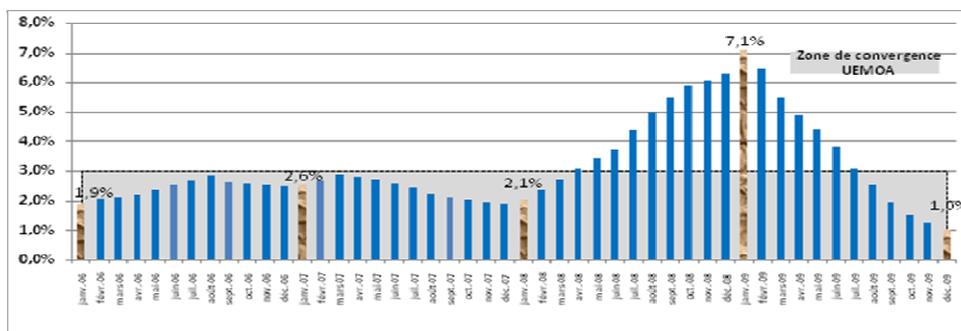
sur le fret et d'autre part, du recul des prix des biens à l'importation (-12,2%) en raison de la récession mondiale. Elle s'explique en outre, par les actions de lutte contre le racket à l'origine des surcoûts répercutés sur les prix à la consommation.

En glissement annuel, l'inflation s'est maintenue globalement en baisse sur toute l'année 2009. Ainsi, depuis juillet 2009, elle ressort négative en comparaison avec les fortes pressions sur les prix observées à partir de juillet 2008, et s'établit à -1,6% à fin décembre 2009. Le fléchissement des prix observés au niveau des fonctions "Produits alimentaires" (-2,5%), "Transports" (-3,2%), "Santé" (-2,8%), "Autres biens et services" (-4,4%), "Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (-0,6%) et "Loisirs, spectacles et culture" (-0,4%), a contribué à cette évolution. La baisse générale de l'inflation s'explique par le réajustement à la baisse des prix des carburants intervenu en avril 2009 et sa répercussion sur les tarifs des lignes de transport urbaines et interurbaines. En outre, au niveau alimentaire, les marchés ont bénéficié d'un meilleur approvisionnement en produits vivriers du fait de l'abondance des récoltes au second semestre de l'année 2009. Concernant le repli des prix enregistré au niveau des "Autres biens et services", il est lié à la diminution des coûts de la communication en raison de la forte concurrence dans le secteur de la téléphonie.

En moyenne annuelle, le taux d'inflation s'est situé à 1% à fin décembre 2009, contre 6,3% réalisé en 2008. Le repli des cours des matières premières agricoles et énergétiques s'est répercuté sur les prix à la consommation des produits de la plupart des fonctions qui ont enregistré un net ralentissement de l'inflation.

L'inflation sous-jacente, c'est-à-dire hors alimentation, s'établit à -0,2% contre +3,6% à fin décembre 2008, dénotant l'origine alimentaire de la hausse des prix en Côte d'Ivoire.

Graph 2 : Evolution de l'inflation en moyenne annuelle



Source : Institut National de la Statistique

7. L'emploi

Sur la base des statistiques de la CNPS⁴ et de la Direction de la Solde, l'emploi a connu une évolution relativement favorable, impulsée principalement par le secteur public.

Les données révisées de la CNPS au terme de l'année 2009, font état par rapport à 2008, d'un léger accroissement net du nombre de travailleurs du secteur privé, de 1 783 salariés (+0,4%) pour un effectif de 485 478 salariés. Cette faible progression, après les hausses successives des années 2008 et 2007 (+18 879 et +34 978 emplois respectivement), s'explique par l'impact de la crise économique internationale sur les secteurs destinés à l'exportation (bois

⁴ Caisse Nationale de Prévoyance Sociale

notamment). Au niveau du secteur public et parapublic, l'effectif des salariés pris en compte par la Direction de la Solde⁵ atteint 147 711 agents, contre 140 710 agents enregistrés au début de l'année, soit une hausse de 7 001 emplois (+5%).

Au total, il est dénombré dans le secteur moderne, 638 189 emplois déclarés contre 624 405 en 2008, soit une hausse de 8 784 emplois (+1,4%) dont 20,3% proviennent du secteur privé moderne.

8. Les échanges extérieurs

Au terme de l'année 2009, les échanges extérieurs de la Côte d'Ivoire sont marqués par un accroissement en valeur des exportations de 10,2% et un fléchissement de 7% pour les importations.

Les exportations en valeur se situent à 4 846,8 milliards de FCFA contre 4 400 milliards de FCFA réalisés en 2008. Dans l'ensemble, la hausse en valeur des exportations (+10,2%) provient du rebond des quantités exportées, en liaison avec la bonne tenue des ventes de produits primaires (+14,1%) et avec la hausse de la demande extérieure adressée aux produits industriels (+9,6%). Ainsi, les quantités exportées de cacao fève (+17,2%), de noix de cajou (+9%), de caoutchouc (+8,9%), d'huile de palme (+99,2%), d'autres conserves et préparations (+17,8%), de pétrole brut (+11,6%) et de produit pétroliers (+11,7%) s'inscrivent en progression. La hausse en valeur des exportations tient également au bon comportement des prix de réalisation à l'exportation des conserves et préparations alimentaires (+5,6%) et de ceux des produits agricoles d'exportation (+14,2%), notamment le cacao fève (+32,3%).

Les exportations de produits pétroliers bénéficient de la reprise de la demande extérieure consécutive à la chute des cours du baril de pétrole brut, après le renchérissement de 2008. Quant aux exportations d'huile de palme, elles profitent tant de la hausse de la production que de l'augmentation du rendement à la transformation, en rapport avec l'amélioration de la qualité des régimes.

S'agissant de la facture des importations, elle baisse grâce au repli des prix à l'import (-12,2%), en liaison avec la récession économique mondiale et le recul du fret. Cette baisse des prix à l'import concerne l'ensemble des postes à savoir les produits alimentaires (-11,7%), les autres biens de consommation (-14,5%), les biens intermédiaires (-26,2%) et les biens d'équipement (-1,5%).

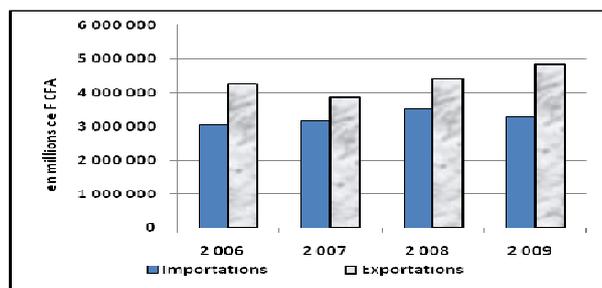
Au niveau des quantités importées, il est noté une augmentation des importations globales, tirée par les achats de riz (+46,2%), blé (+84,2%), plastiques (+41,6%), produits chimiques (+15,9%), machines mécaniques (+32,5%), machines électriques (+48,3%) et matériel de transport routier (+13,5%).

La hausse des quantités importées de riz s'explique par les incertitudes sur le maintien de la mesure fiscale sur le riz, en vigueur depuis 2008 pour lutter contre la vie chère.

Le solde commercial (FOB/CAF) s'accroît de 79,6% par rapport à 2008 et s'établit à 1 566,9 milliards. Le taux de couverture passe de 125% en 2008 à 148% en 2009 et les termes de l'échange s'améliorent à 12,6% contre 7,1% en 2008.

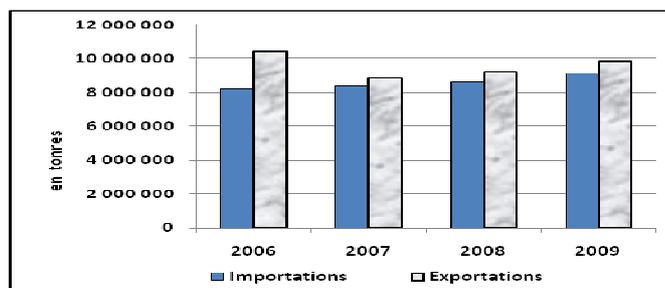
⁵ Les agents des Etablissements Publics Nationaux qui n'émargent pas à la Direction de la Solde n'ont pu être appréhendés.

Graph4 : Évolution des échanges cumulés à fin décembre en valeur



Source : DGD, DGE / DCPE

Graph5 : Évolution des échanges cumulés à fin décembre en quantité



Source : DGD, DGE / DCPE

9. Les finances publiques

La situation **des finances publiques** à fin décembre 2009 reste marquée par les difficultés rencontrées par la Direction Générale des Douanes, qui ont entraîné la régulation des dépenses budgétaires malgré la bonne tenue des recouvrements de la Direction Générale des Impôts. Par conséquent, il ressort un déficit budgétaire hors dons de 162,5 milliards. Pour financer ce déficit, l'Etat a eu recours à des émissions de titres sur les marchés monétaire et financier de l'UEMOA et a bénéficié de la contrepartie en monnaie locale, de son allocation générale de DTS pour un montant de 172,2 milliards.

Ainsi, les recettes et dons s'établissent à 2 371,7 milliards, en progression de 211,6 milliards par rapport à 2008, qui s'explique par l'accroissement de l'ensemble de ses composantes : recettes fiscales (+30,6 milliards), contributions extérieures (+130,3 milliards) et recettes non fiscales (50,7 milliards). Par rapport aux objectifs, il est enregistré une plus-value de 145,7 milliards dues à la forte mobilisation des contributions extérieures (+232,6 milliards).

Les recettes fiscales sont estimées à 1 795,6 milliards contre 1 765,0 milliards en 2008, soit une augmentation de 1,7% résultant principalement du bon niveau de collecte des droits d'enregistrement sur le café et le cacao (+70,8 milliards), de la progression de la TVA de 35,4 milliards et de la hausse des recettes douanières de 8,1 milliards. Toutefois, par rapport à l'objectif du programme de 1 898,7 milliards, il ressort une moins-value de 103,1 milliards liée aux contre-performances des Douanes (-117,7 milliards) dues principalement aux abattements fiscaux sur le riz et au dysfonctionnement du système de dédouanement, consécutif à la mise en place du progiciel Sydam World. Avec 262,5 milliards, les recettes non fiscales augmentent de 50,7 milliards par rapport à 2008, en liaison avec celles du Trésor (+20,9 milliards) et celles des autres recettes des structures de sécurité sociale (+20,0 milliards).

Les contributions extérieures s'inscrivent à 313,6 milliards contre 183,3 milliards en 2008, correspondant à 49,5 milliards de dons projets et 264,1 milliards de dons programme. Sur ces dons programme reçus, 247,9 milliards ont servi à l'apurement des arriérés vis-à-vis de la BAD arrêtés au 31 décembre 2008.

Les dépenses totales et prêts nets se chiffrent à 2 286,3 milliards, en progression de 3,9% par rapport à 2008, en rapport avec la revalorisation salariale de certaines catégories socioprofessionnelles (+33,3 milliards) et l'augmentation des subventions et transferts (+51,4 milliards).

Les dépenses de fonctionnement, d'investissement et de sortie de crise ont été exécutées respectivement à hauteur de 459,2 milliards, 335,2 milliards et 131,2 milliards. Les prestations sociales s'élèvent à 203,0 milliards et les intérêts dus sur la dette publique à 172,4 milliards.

10. La situation monétaire

Les données de la situation monétaire laissent apparaître une amélioration du profil des agrégats monétaires à fin 2009. Ainsi, il est noté une augmentation de la masse monétaire de 527,2 milliards (+17,6%) qui se ressent au niveau des dépôts en banques de 251,8 milliards (+13,1%) et de la monnaie fiduciaire de 275,4 milliards (+25,5%). Cette évolution provient de la consolidation des crédits intérieurs nets de 994,1 milliards (+47,3%) et de l'amélioration des avoirs extérieurs nets de 148,7 milliards (+14,6%).

La progression des crédits intérieurs nets est attribuable d'une part, à la dégradation de la Position Nette du Gouvernement de 220,8 milliards (+55,2%), en rapport avec les concours adossés à l'allocation de DTS alloués par la Banque Centrale et d'autre part, à la hausse considérable du financement de l'économie de 773,4 milliards (+45,4%).

Le redressement des crédits à l'économie concerne principalement les crédits à court terme ordinaires en progression de 670,3 milliards (+61,3%), en liaison avec la campagne de prêts scolaires lancée par les banques commerciales à la faveur de la rentrée scolaire. Cette évolution des crédits au secteur privé est par ailleurs reflétée dans l'accroissement des crédits de campagne (+4,1 milliards ; +4,3%) et des crédits à moyen et long terme (+99 milliards, +19,2%).

Les données sur la répartition sectorielle des crédits octroyés à fin décembre 2009, font état d'un redressement de la part des crédits orientés vers le secteur primaire qui passe à 4,6% contre 2,9% un an auparavant. Le secteur secondaire absorbe seulement près de 31%, en réduction par rapport à 2008. Enfin, le secteur tertiaire emploie environ 65% de ces concours. Le développement des surfaces commerciales et de la téléphonie mobile explique cette évolution.

Conclusion

Au total, à fin décembre 2009, les principaux indicateurs font état d'une évolution globalement favorable de l'activité économique nationale. Le secteur primaire affiche une progression soutenue par l'agriculture traditionnelle et l'extraction minière. Le secteur secondaire connaît un regain d'activité impulsé par les industries manufacturières. Les activités tertiaires se développent grâce au dynamisme des transports maritime et aérien et du commerce de détail hors produits pétroliers. Le secteur extérieur affiche aussi une embellie. Dans ces conditions, le taux de croissance du PIB devrait se situer autour de 3,7% en 2009, après +2,3% réalisé en 2008. Ce taux serait pour la première fois, supérieur au croît démographique de 3,3%.

Malgré ces résultats, l'agriculture reste confrontée à des difficultés, en raison de la menace des foyers endémiques sur les récoltes de cacao (compte tenu de son poids dans le PIB) et de la baisse continue de la production d'ananas et de banane. Par ailleurs, le secteur secondaire subit le recul de production de la SIR liée au manque de financement pour son approvisionnement en pétrole brut.